

Mission 1 : le combat pour l'emploi local	M1
Action 1 : faire émerger les PME du futur	A1
Appui à la performance - Aide au conseil	510

La Commission Permanente,

- VU** les articles 107 et 108 du Traité sur le Fonctionnement de l'Union Européenne,
- VU** le règlement (UE) n°1407/2013 de la Commission européenne du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis - JOUE 24/12/2013 L 352/1,
- VU** le règlement (UE) n°651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité et publié au JOUE le 26 juin 2014,
- VU** le régime cadre n°SA.40453 relatif aux aides en faveur des PME pour la période 2014-2020,
- VU** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 1511-1 et suivants et L 1611-4
- VU** la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et notamment son article 10,
- VU** la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (dite NOTRe),
- VU** le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 pris en application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques,
- VU** l'arrêté du 11 octobre 2006 portant fixation des modalités de présentation du compte rendu financier prévu à l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000,
- VU** l'arrêté DIRECCTE/2017/27 du Préfet de région en date du 24 février 2017 portant approbation du Schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation de la Région des Pays de la Loire,
- VU** le règlement budgétaire et financier,
- VU** la délibération du Conseil régional du 18 décembre 2015 modifiée donnant délégation du Conseil régional à la Commission permanente,
- VU** la délibération du Conseil régional des 14, 15 et 16 décembre 2016 adoptant le Schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation,
- VU** la délibération du Conseil régional des 14, 15 et 16 décembre 2016 approuvant le règlement d'intervention « Pays de la Loire Conseil »,
- VU** la délibération du Conseil régional du 17 mars 2017 approuvant le Plan régional pour l'industrie du futur,

- VU** la délibération du Conseil régional des 20, 21 et 22 décembre 2017 approuvant le règlement d'intervention modifié « Pays de la Loire Conseil »,
- VU** la délibération de la Commission permanente du 19 mai 2017 approuvant les termes du cahier des charges de l'Appel à manifestation d'intérêt « Industrie du futur »,
- VU** la délibération de la Commission permanente du 12 juillet 2019 modifiant le règlement d'intervention « Pays de la Loire Conseil »,
- VU** les déclarations de minimis présentées par les bénéficiaires,
- VU** le budget voté au titre de l'exercice 2020 lors des séances du Conseil régional relatives au budget de la Région,

CONSIDERANT le rapport de sa Présidente,

CONSIDERANT l'avis de la commission Entreprise, développement international, tourisme, innovation, enseignement supérieur et recherche

Après en avoir délibéré,

1) Pays de la Loire Conseil

ATTRIBUE

27 subventions pour un montant total de 260 203,50 € au titre du dispositif "Pays de la Loire Conseil", figurant en 1 annexe 1,

AFFECTE

l'autorisation d'engagement correspondante,

ATTRIBUE

une subvention de 15 000 € à la Commune de Malicorne sur Sarthe, au titre du dispositif "Pays de la Loire Conseil", pour la réalisation d'une étude préalable Cité Faïence et métiers d'art",

AUTORISE

de déroger au règlement d'intervention pour l'attribution de la subvention à la Commune de Malicorne sur Sarthe, sur la base des coûts admissibles en TTC et non en HT,

AFFECTE

l'autorisation d'engagement correspondante,

APPROUVE

les termes du règlement d'intervention « Pays de la Loire Conseil » modifié figurant en 1 annexe 2,

AUTORISE

la dérogation au Règlement budgétaire et financier et notamment ses articles 12 et 13,

AFFECTE

une dotation d'autorisation d'engagement d'un montant de 200 000 € pour la mise en œuvre de ce dispositif,

2) Soutien au déploiement de l'activité de l'entreprise ETTIC (Entreprise de Travail Temporaire d'Intérêt Collectif) en Sarthe

ATTRIBUE

une subvention de 50 000 € sur une dépense subventionnable de 183 500 € TTC à la SCIC ETTIC afin d'accompagner le déploiement de son activité en Sarthe,

AFFECTE

l'autorisation d'engagement correspondante,

APPROUVE

les termes de la convention figurant en 2 annexe 1,

AUTORISE

la Présidente à la signer,

3) Décisions modificatives

APPROUVE

le maintien de la subvention accordée par délibération de la Commission permanente du 7 juillet 2017 (arrêté n°2017-06517) à Villes et Shopping d'un montant de 10 000 € au titre du dispositif PDL Conseil,

APPROUVE

la prolongation de validité de la subvention attribuée jusqu'au 31 mars 2021 par dérogation au règlement d'intervention du dispositif PDL Conseil.

La Présidente du Conseil régional



Christelle MORANÇAIS

ADOPTÉ

Abstentions : Groupe Socialiste, Écologiste, Radical et Républicain

Vote sur le point - Evolution du règlement intérieur Pays de la Loire Conseil et l'autorisation d'engagement correspondante :

Contre : Groupe Socialiste, Écologiste, Radical et Républicain

Abstention : Groupe Ecologistes et Citoyens ; Rassemblement National des Pays de la Loire ; Alliance des Pays de la Loire - Traditions et Libertés

REÇU le 02/06/20 à la Préfecture de la Région des Pays de la Loire

L'original de la délibération et les documents annexés sont mis à la consultation conformément aux dispositions de la loi n° 78.753 du 17 juillet 1978 relative à l'accès aux documents administratifs